

# Des institutions culturelles fédérales plus autonomes

■ Le secteur culturel est dans un triste état. La faute en revient à plus de dix années de gestion socialiste. Le retour à l'équilibre est la meilleure garantie de préservation de ces grandes institutions fédérales et la pérennisation de leurs missions dans le futur.

Ces derniers jours, plusieurs responsables – presque invariablement socialistes – de grandes institutions culturelles fédérales, sont montés au créneau pour dénoncer les restrictions budgétaires opérées par le gouvernement dans ce secteur. Il est évidemment toujours douloureux de devoir procéder à de tels ajustements, mais une telle dramatisation est-elle justifiée ? Le PS affirme “c’est la culture qu’on assassine”. Il est question de “frappe”, “d’asphyxie”, d’éclatement du pays et du déferlement des hordes barbares sur les ruines de la civilisation européenne.

Notons d’emblée la manipulation : la culture est une compétence quasi exclusivement communautaire et non pas fédérale. Il est juste question ici des institutions biculturelles. La part du fédéral consacré au budget culturel en Belgique correspond à... 3 %. Prétendre que les économies au sein de ces 3 % sabordent “la” culture n’est-il pas un tantinet excessif ? Le secteur culturel est effectivement dans un triste état, mais la faute en revient à plus de dix années de gestion socialiste. Quant aux restrictions, elles sont rendues nécessaires par l’endettement massif de l’Etat qui signe la faillite, un peu partout en Europe, du modèle socialiste et sociodémocrate de ces dernières décennies. Le retour à l’équilibre est la meilleure garantie de préservation de ces grandes institutions et la pérennisation de leurs missions dans le futur.

On accuse le gouvernement de traiter ces institutions comme de simples administrations et de nier leur spécificité. Posons-nous la question : dans l’effort qui est demandé à tous les secteurs, la culture doit-elle bénéficier d’un traitement de faveur ? L’enseignement, les

soins de santé, les pensions, l’emploi, la sécurité, etc. sont-elles des priorités qui doivent *ipso facto* être subordonnées à la culture ?

Autre question : est-il aussi normal qu’on le prétend que ces institutions soient structurellement dépendantes des subsides ? Sont-elles, par leur nature même, condamnées à être non rentables ? Ceux qui défendent cette idée se réfèrent habituellement aux travaux de l’économiste Baumol. L’argument est le suivant : la croissance économique entraîne une “maladie des coûts” (également appelée “loi de Baumol”) qui affecte le secteur des services et notamment la production artistique. Une hausse de la productivité du secteur économique conduirait, à une augmentation du prix relatif de production dans le secteur des arts, ce qui peut entraîner soit une diminution de la consommation des biens et services produits dans ce secteur, soit une augmentation de sa part relative dans le coût total de

la consommation. Selon Baumol, l’art ne bénéficie pas des retombées du progrès technique à un degré équivalent. Il fallait 40 minutes pour exécuter un quatuor à cordes de Mozart en 1780 et il faut toujours 40 minutes aujourd’hui. Comme les salaires augmentent de manière générale, le prix relatif de la production artistique augmente en conséquence.

Ce raisonnement a été réfuté par nombre d’auteurs (Heilburn, Cowen, Towse, Elgar & Cheltenham, etc.). Il est surtout totalement démenti par les faits. Quantité de grands opéras, orchestres, théâtres et institutions dédiés à la haute culture un peu partout dans le monde sont rentables car gérés avec intelligence et imagination. Il faut toujours 40 minutes et 4 personnes pour jouer le

quatuor à cordes de Mozart, mais on peut aujourd’hui le diffuser en direct auprès de millions de personnes. Les gens, désormais motorisés, peuvent venir de beaucoup plus loin pour assister à un concert. On peut enregistrer la performance et la vendre (les coûts de re-

production ont constamment diminué). On peut aussi – n'en déplaise à certains – augmenter le prix du ticket, capter de nouveaux publics, etc. Jamais, de son vivant, Mozart n'a été autant écouté et diffusé qu'aujourd'hui. Jamais le patrimoine musical mondial n'a été aussi accessible. Jamais les artistes n'ont pu bénéficier d'autant de sources d'inspiration et de nouvelles idées, ce qui accroît d'autant plus leur productivité : un quatuor en 1780 pouvait jouer Haydn et Mozart. Il peut aujourd'hui jouer Beethoven, Brahms, Bartók, Chostakovitch, mais aussi Jimi Hendrix, etc.

Ce que les contempteurs culturels du gouvernement "omettent" de dire dans leurs diatribes des derniers jours, c'est qu'une solution a enfin été trouvée pour le Conservatoire Royal de Musique : l'Accord de gouvernement prévoit explicitement la rénovation conformément aux conditions négociées entre la Communauté flamande, la Communauté française et le gouvernement fédéral. Notons aussi que le MR a obtenu des Flamands ce que les socialistes n'ont jamais réussi à obtenir : un accord de principe (qui figure expli-

citement dans l'accord de gouvernement) pour changer le statut des artistes qui suscite depuis longtemps les critiques du secteur.

Le BELSPO (dont dépendent de nombreux Musées fédéraux) n'est pas, contrairement à ce que prétend son actuel président, "supprimé" purement et simplement. En réalité, l'accord de gouvernement prévoit explicitement que sa direction générale va être transférée

dans un autre ministère et continuera à assurer le suivi. A rebours de la politique centralisatrice et autoritariste menée par le PS auprès des institutions culturelles et scientifiques ces dernières années, le présent accord consacre une logique libérale axée sur la responsabilisation et l'autonomisation des acteurs culturels. Les économies ne seront pas faites dans un ministère déconnecté du terrain mais par les acteurs de ces institutions dans une logique de proximité, par des gens qui connaissent les endroits où les économies seront les moins douloureuses. Cela permettra d'éviter des choix faits en fonction d'amitiés politiques et selon la proximité plus ou moins grande avec un grand parti du Sud du pays dont nous tairons le nom.

Ce changement de paradigme est aussi l'occasion de certaines auto-re-mises en cause. Est-il normal que certains responsables de grandes institu-

tions culturelles subsidiées gagnent des salaires aussi plantureux ? Est-il normal de programmer des spectacles élitistes qui ne remplis-

sent pas le dixième de la salle ? Est-il normal de consacrer une part aussi considérable du subside au financement de l'infrastructure et du personnel administratif au détriment des artistes qui s'y produisent ? Beaucoup de choses pourraient être changées. Par exemple, distinguer, dans le choix président au renouvellement du subside, une part fixe (liée au respect du programme) et une part variable (dépendant du résultat). Rien n'interdit d'ouvrir la porte des conseils d'administration de ces institutions à des acteurs privés, à des entreprises et autres mécènes nommés au prorata des investissements qu'ils réalisent dans l'institution concernée.

Le sous-financement chronique du secteur s'explique en partie par le fait que les institutions culturelles belges, sous la coupe d'un parti politique, se privent de nouvelles sources de financements complémentaires, essentiellement pour des raisons idéologiques. Les scénarios à inventer aujourd'hui sont l'occasion de cheminer vers une plus grande liberté et indépendance des artistes. Un autre monde culturel est possible.